

## **Ordonnance du Tribunal administratif n° 2200870 du 07 février 2023**

Tribunal administratif de Polynésie française

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 21 octobre 2022, Mme B A demande au tribunal :

- de condamner conjointement le gouvernement de la Polynésie française et l'Etat à lui verser la somme de 79 198 euros en réparation des préjudices subis pour l'accomplissement de services supérieurs à 24H d'enseignement hebdomadaire en sa qualité d'enseignante du premier degré.

Par un mémoire enregistré le 31 janvier 2023, Mme B A déclare se désister des conclusions de sa requête.

Vu les pièces du dossier.

Vu :

- la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;
- le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article R. 222-1 du code de justice administrative : " Les présidents de tribunal administratif ( ) peuvent, par ordonnance : 1° Donner acte des désistements ".
2. Par son dernier mémoire susvisé, Mme B A déclare se désister de l'intégralité des conclusions de sa requête. Il y a lieu de lui en donner acte.

**ORDONNE :**

Article 1er : Il est donné acte du désistement d'instance de la requête de Mme B A.

Article 2 : La présente ordonnance sera notifiée à Mme B A, à la Polynésie française et au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 février 2023.

Le président du tribunal,

Pascal Devillers

La République mande et ordonne au haut-commissaire de la République en Polynésie française en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Un greffier,